

appel à coopération

Eléments d'introduction

Perspective

Elle peut se résumer à deux propositions :

- [1] La décroissance des consommations matérielles dans les pays « riches » n'est pas une option, c'est notre avenir, **inéluçtablement**.
- [2] L'alternative est la suivante :
 - soit la décroissance est **subie** et cela se fera dans un monde beaucoup plus barbare que celui d'aujourd'hui où l'espérance de survie de l'espèce humaine pourrait se mesurer en quelques générations ;
 - soit de profondes mutations politiques, sociales, économiques,... permettront une décroissance **volontaire** dans une relative sérénité.

En dépit de la probabilité infime du second terme de l'alternative, c'est pour apporter une minuscule contribution à son avènement que nous travaillons depuis des années.

La tâche est considérable et nous serions heureux de la partager.

Motivation

Pour que la décroissance volontaire devienne un axe politique majeur, il faut l'**imaginer** dans tous ses aspects et diffuser largement les images d'un monde où elle serait la norme.

A cette fin, toutes les approches sont recevables : littérature et cinéma d'anticipation, relation d'expériences collectives ou individuelles, conférences,...

Mais pour que des situations et processus imaginaires puissent devenir des futurs collectifs désirables, ils doivent satisfaire à des exigences de **cohérence** à la fois qualitative et quantitative.

La cohérence **qualitative** porte sur la non contradiction entre hypothèses et conséquences dans tous les domaines, notamment ceux qui relèvent de l'idéologie et de la psycho-sociologie, déterminants des comportements (individuels et collectifs) et du fonctionnement des institutions. La réflexion sur les pratiques de la démocratie, notamment sur l'alternative libertaire/autoritaire est particulièrement indispensable.

La cohérence **quantitative** concerne essentiellement le champ de l'économie. Elle nécessite une approche en termes physiques permettant le calcul des équilibres en volumes entres grandeurs macroéconomiques : (production, consommation, variation de stocks, capital matériel, gisements, ...) et populations, humaines et animales.

C'est à la fabrication et à l'utilisation **locale** d'outils susceptibles de contribuer à l'**imaginaire social** tout en respectant les contraintes de la cohérence quantitative que nous nous sommes attelés dans les années 1980 à La Réole, en 2010-2012 dans le Queyras et aujourd'hui en Sud-Gironde.

C'est au développement de cette entreprise que vise cet appel à coopération.

Etat de lieux

Misère de la prospective sociétale

La réflexion sur le long terme étant interdite au peuple, il en résulte :

- un avilissement de la pensée politique réduite aux commentaires du spectacle : péripéties électorales, histoires d'alcôves, révélations de scandales financiers, découvertes de conflits d'intérêt... ;
- des décisions de planification (SCoT, grandes infrastructures...) laissées à des techniciens soumis à des directives démagogiques (création d'emploi, préservation de la rente foncière) imprégnées de l'idéologie de croissance (économique et démographique) et confinées à une seule perspective, la prolongation des tendances passées ;
- des conflits fondamentaux engendrés par tout projet – grand ou petit, inutile ou pas – qui engage le long terme (liaisons TGV, aéroport de ND des Landes, barrage de Sivens...)

Tabou des limites

La problématique des limites de l'exploitation des ressources naturelles non renouvelables a été énoncée dès les années 1960, à l'apogée de l'accélération de l'expansion économique dans les pays industrialisés.

Depuis cette époque, en dépit de l'industrialisation fulgurante des pays dits « émergents » et de la multiplication de phénomènes convergents et interdépendants (crises pétrolières, baisse de fertilité des sols, épuisement des gisements stratégiques, pollutions...), elle a toujours fait l'objet d'un déni absolu, notamment de la part des économistes¹ et des acteurs politiques.

A tous les niveaux, de l'individu aux entités multinationales, les décisions continuent d'être prises avec des horizons à court terme et sous l'hypothèse implicite de la poursuite perpétuelle des phénomènes de croissance des populations et des productions matérielles.

Les (rares approches) prospectives explorant les conséquences de l'inéluctable raréfaction des ressources fossiles n'accèdent à la notoriété qu'avec l'estampille de « scénario catastrophe » qui les ridiculise ou leur confère un statut de repoussoir justifiant la politique de l'autruche.²

Perversité du retour à la bougie

Les hérauts de l'idéologie « croissantiste », maîtres du discours spectaculaire, s'emploient à faire passer l'impossibilité d'une exploitation infinie de ressources physiquement limitées pour le fondement d'une doctrine sectaire prônant « le retour à la bougie ».

Conséquence déplorable, la dénonciation de cette imposture grossière, contrainte à la radicalité parce que minoritaire, risque l'ornière des discours simplistes. Ainsi, la contestation pertinente du fétichisme de l'évaluation et de ses indicateurs (le PIB comme exemple emblématique) peut amener à la remise en cause de toute mesure des activités humaines et, in fine, de l'usage des nombres.

¹ à l'exception notoire de Nicholas Georgescu-Roegen qui l'a brillamment formulée

² les travaux de l'équipe de Dennis Meadows depuis 1972 en sont l'exemple le plus éclatant

Nécessité de réflexions « in silico »³

Dans les conditions ci-dessus, tout discours sur les transformations profondes (sortie de l'euro, décroissance, sortie du nucléaire, liberté de circulation et d'établissement pour tous les étrangers, etc.) soulève des objections immédiates et définitives ; par exemple :

- la décroissance c'est pour les riches ;
- la décroissance c'est le chômage généralisé ;
- sans le nucléaire pas d'indépendance énergétique ;
- l'ouverture des frontières c'est l'invasion ; etc..

A de telles objections, il est strictement impossible de répondre correctement car les transformations en causes sont « systémiques » dans leurs facteurs comme dans leurs effets ce que la linéarité inhérente à tout discours ne permet pas d'exposer simplement.

La modélisation des phénomènes est une des voies envisageables pour réduire cette difficulté

Orientation générale

Énoncé initialement par Jacques Ellul, le mot d'ordre « penser global, agir local » a fait l'objet de multiples interprétations et récupérations dont certaines sont des trahisons caractérisées. En accord avec cette directive, nous devons préciser pourquoi en quelques mots avant d'aborder l'exposé d'un projet qui y répond.

L'agir local qui nous intéresse est celui des processus de décision qui déterminent le devenir à long terme des « petits » pays⁴, de territoires « à échelle humaine » où une démocratie réelle peut s'exercer pleinement. Par opposition, l'agir des petits gestes individuels quotidiens ne nous intéresse pas, encore moins celui du militantisme à visée d'accès au pouvoir central et a fortiori celui des incantations mondialistes.

Le penser global auquel nous aimerions contribuer est celui de la réflexion sur le long terme qui devrait nécessairement présider à toute forme d'action.

Dans ce sens, nous pourrions reformuler le mot d'ordre d'Ellul ainsi : « penser global, imaginer des futurs pour décider et agir collectivement au pays ».

Prérequis

Eu égard à l'état des lieux ci-dessus et à d'autres considérations – qui ne seront pas développées ici – sur le fonctionnement actuel des collectivités territoriales, il est patent que notre orientation ne répond pas à un besoin ressenti par les détenteurs du pouvoir formel de décider de ce qui est bon pour les territoires et leurs habitants, à savoir les élus locaux des communes, communautés de communes, agglomérations et autres comités de pays, mais

³ In silico (*en silice* dans la traduction littérale en français) est un néologisme d'inspiration latine désignant une recherche ou un essai effectué au moyen de calculs complexes informatisés ou de modèles informatiques.

⁴ <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article269>

également les représentants et techniciens supérieurs de l'Etat et les multiples responsables de groupes de pression locaux.

La crédibilité de notre démarche repose donc sur une hypothèse improbable, à savoir l'existence de collectivités territoriales où siègerait une majorité⁵ d'élus convaincus des nécessités suivantes :

- développer une réelle démocratie participative ;
- prendre toutes les décisions dans une perspective à long terme ;
- viser la résilience du territoire par l'accroissement de son autosuffisance ;
- disposer localement d'un appareil autonome d'information, d'études et de réflexion.

A de telles collectivités, nous proposerions une assistance technique pour mettre en place et guider les premiers pas de la Structure d'Etudes et de Prospective Territoriales (SEPT)⁶ dont ce texte expose les grandes lignes.

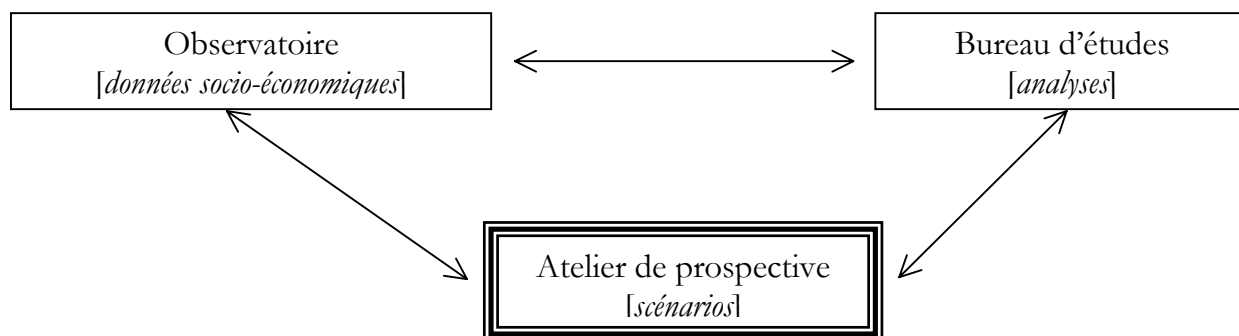
⁵ ou, au moins, une minorité influente

⁶ ou, alternativement, Structure Territoriale d'Etudes et de Prospective (STEP)

Structure d'Etudes et de Prospective Territoriales

Les fonctions

En tant que **structure**, la SEPT est constituée de trois composants remplissant des fonctions distinctes mais étroitement interdépendantes comme le figure le schéma ci-dessous.



L'**observatoire socio-économique** collecte l'ensemble des données relatives au territoire, principalement par requêtes auprès de divers organismes spécialisés (INSEE, chambres de commerce, services fiscaux, etc.) mais également par enquêtes qu'il conçoit et administre.

Les données recueillies sont saisies ou transférées dans une base de données exploitée via diverses procédures de mise à jour et d'extraction, automatique ou spécifique.

Il assure la diffusion systématique de synthèses auprès du public (site web dédié, publications périodiques, « tableaux de bord », etc.) ainsi que l'accès aux données brutes pour des usagers particuliers (chercheurs, étudiants, consultants, etc.).

Le **bureau d'études** réalise des travaux de synthèse réguliers et des analyses occasionnelles. Dans le cadre de son programme régulier, il publie un bulletin économique trimestriel et des comptes économiques annuels du territoire.

Au titre des travaux ponctuels, il peut produire, par exemple, des analyses rétrospectives et prospectives des finances communales et assurer les études d'impact économique et environnemental des projets d'investissements publics.

L'**atelier de prospective** est dédié à la construction de scénarios concernant le devenir du territoire, notamment la description de divers états imaginables de son système socio-économique à un horizon éloigné d'une ou plusieurs générations, description associée à celles des cheminements susceptibles d'y conduire en partant de la situation actuelle.

Ces travaux sont impérativement conduits dans un cadre participatif dont l'atelier assure l'organisation et le fonctionnement :

- constitution et animation de groupes de travail réunissant citoyens, responsables (politiques, économiques, associatifs) et techniciens de la prospective ;
- publication régulière des travaux réalisés ;
- organisation de débats publics sur les orientations générales comme sur les résultats obtenus.

Cet atelier de prospective est le composant essentiel. Il est conçu pour amorcer et développer une **réflexion collective permanente** sur le devenir du territoire. Son bon fonctionnement repose sur la conjonction de multiples facteurs, notamment un indéfectible soutien politique et matériel de l'institution qui abrite la SEPT.

Parmi ces facteurs, la qualité des méthodes de production de scénarios mérite une attention particulière car elle est la clé d'une participation soutenue et attentive des citoyens. Dans la suite de ce document, nous nous limiterons à l'exposé de cette dimension technique d'un dispositif au demeurant éminemment politique dans sa finalité.

La démarche prospective

Appliquée à un système sociétal, la démarche prospective procède du volontarisme politique. Elle consiste à imaginer des avenir possibles afin d'en distinguer ceux qui sont les plus souhaitables et, partant, de disposer de références pour prendre, aujourd'hui, les décisions susceptibles d'y conduire.

La prospective s'intéresse au futur à long terme, c'est à dire éloigné d'au moins une génération de la situation actuelle. A de tels horizons temporels, les facteurs d'évolution observés dans un passé récent sont susceptibles d'avoir beaucoup perdu de leur pertinence et d'avoir laissé la place à d'autres qui, aujourd'hui, ne sont qu'à l'état latent, voire hypothétiques.

Ainsi, la prospective se distingue fondamentalement de la prévision, autre démarche rationnelle pour appréhender le futur, qui repose sur l'extrapolation des tendances observées dans le passé et donc sur l'hypothèse que demain ressemblera très fort à hier. Cette hypothèse est parfaitement acceptable à court terme (quelques années) compte tenu de l'inertie des phénomènes économiques et sociaux mais elle est insoutenable à long terme dans la mesure où elle interdit d'envisager des transformations profondes, qu'elles soient subies ou voulues.

Les scénarios

La construction de scénarios est la principale technique utilisée par la démarche prospective.

Un scénario élémentaire est constitué d'un **horizon** et d'un **cheminement** vers cet horizon. L'horizon est la description de l'**état** du système envisagé à long terme ; le cheminement est la description des **transformations** du système au cours de l'**étape** entre aujourd'hui et la date horizon.

Un scénario plus complexe comporte la description d'états à des **stades intermédiaires** et du cheminement vers l'horizon constitué par la suite des étapes entre ces stades.

Ainsi, un scénario repose sur trois exposés principaux :

- l'exposé des déterminants, facteurs d'évolutions internes et externes au système étudié ;
- l'exposé des hypothèses ou dynamiques d'évolution à l'œuvre au cours de chaque étape ;
- la description détaillée des caractéristiques du système à chaque stade (horizon et intermédiaire)

Compte tenu de la très grande liberté laissée à l'imagination pour définir les composantes d'un scénario, la **cohérence** est le critère essentiel pour distinguer un scénario sensé d'un discours inconséquent sur le futur(cf. § Motivation). Au plan quantitatif, elle implique

notamment la nécessité d'établir l'équilibre socio-économique du système à l'horizon et aux stades intermédiaires.

Cette exigence bute sur la grande difficulté d'une détermination rationnelle des prix à long terme ; mais cette difficulté devient secondaire lorsqu'on prend en considération le substrat physique des phénomènes socio-économiques. On s'intéresse alors principalement aux équilibres **matériellement** et **techniquement** possibles, indépendamment des déterminants structurels et comportementaux qui seront pris en compte comme autant d'hypothèses complémentaires explicites : fixation des prix (marché ou administration), impératif de maximisation du profit des entreprises privées et ses corollaires : impératif de croissance, calcul de la rentabilité des investissements, etc.

C'est précisément l'objet du modèle ATHEMA qui repose sur une structure mathématique permettant une représentation (intrinsèque) des phénomènes économiques où les flux et les stocks sont mesurés en termes physiques.

ATHEMA, le retour

Conçu au début des années 80 dans le cadre du CNRS, le modèle ATHEMA est resté confidentiel et sa mise en œuvre limitée à des maquettes illustratives et à de rares tentatives d'application locale, hors de tout contexte institutionnel, notamment par le GAREP dans le canton de La Réole.

Or, non seulement ses motivations n'ont pas pris une ride, mais elles sont devenues plus pertinentes pour combattre le déni de la problématique des limites ou son avatar, la promotion du capitalisme vert. On peut le constater à la lecture de leur [exposé](#).

La présentation technique d'ATHEMA ne peut être correctement développée ici. Le lecteur désireux d'en savoir plus pourra consulter un [article introductif](#) avant d'entreprendre l'étude du [document de référence](#).

La mise en œuvre

Dans le cadre d'une SEPT, le recours au modèle ATHEMA nécessite un travail considérable qui pourrait être partagé en trois groupes aux domaines de compétences spécifiques :

- le groupe de travail **théorique** affine le cadre conceptuel général et le formalisme du modèle ; il définit les méthodes de calcul et développe les programmes nécessaires ; les domaines de compétences requis sont l'économie, la prospective, les mathématiques appliquées et l'informatique ;
- le groupe de travail **technique** cherche, rassemble et discute les données numériques, techniques ; il organise ces données, pour constituer les matrices de coefficients techniques ; les domaines de compétences requis sont la géographie physique et la connaissance compréhensive des processus impliqués dans les diverses activités économiques, y compris les services et l'administration
- le groupe de travail **politique** oriente la traduction, dans le formalisme du modèle, des perspectives à approfondir, en particulier définit les jeux d'hypothèses selon lesquelles est testé puis mis en œuvre le modèle ; il assure le lien politique entre l'équipe et les utilisateurs

du modèle ; les domaines de compétences requis sont la sociologie, la démographie, l'histoire, la futurologie et les contacts avec les courants socio-politiques actuels.

Bien que spécialisés, ces trois groupes doivent évidemment travailler en liaison étroite et comporter des membres communs : une bonne coordination entre eux constitue en effet une condition essentielle de la validité de l'instrument fabriqué.

La réalisation du modèle projeté réclame une réflexion approfondie sur la structure de la société, aussi bien ce qui concerne l'appareil productif que l'organisation sociale, les genres de vie, les besoins, etc., tant pour l'actuel que pour les futurs envisagés. Un spectre de compétences en sciences humaines et juridiques est nécessaire pour cela.

Le cadre formel du modèle fournit un guide qui devrait permettre d'ordonner, de centrer cette réflexion "à visée exhaustive" et de faciliter le dialogue des spécialistes aux compétences diverses entre eux comme avec des militants ou gens de terrain intéressés par la réalisation. Le groupe de travail politique est conçu comme le lieu de ce dialogue. Son rôle est essentiel : il doit assurer le lien de cohérence entre réalisme technique et imagination sociale.

Proposition du GAREP

Organisation des tâches

Deux sous-projets (chantiers) correspondant à deux types d'activité :

- **Recherche et développement**

- Conception générale d'une SEPT et de ses outils
- Développement d'ATHEMA sur maquette

- **Conseil et assistance**

Pour l'installation et fonctionnement d'une SEPT particulière : dimensions (moyens humains, équipements, locaux), forme juridique, financement,...

Démarches récentes

Reprise en main d'ATHEMA

- En 2011-2012, réactivation au Queyras.
- Depuis 2014, travaux préparatoires à une mise en œuvre sur un large territoire de la Gironde rurale. : construction de nomenclatures, tests de régimes élémentaires (situation de départ, scénario de la croissance, scénario de la décroissance)

Prises de contact et premières approches de responsables institutionnels

L'appel

La poursuite du projet dépasse largement les moyens du minuscule noyau actif du GAREP actuel.

Ce document a été diffusé à petit groupe des personnes déjà contactées avec la consigne de le répercuter à celles de leur connaissance susceptibles d'être intéressées à titre technique ou politique et de le diffuser à leur tour.

Ce processus de communication virale vise à réunir un séminaire de travail ouvert à celles et ceux qui envisageraient d'apporter leur concours actif au projet, à commencer par l'amélioration de sa conception et de sa formulation.

Parmi les points à débattre :

- nécessité (?) d'un accord idéologique minimum au sein du groupe de travail
- organisation pratique :télétravail, sessions plénières, processus de décision
- rémunération du travail ou bénévolat ?
- financement envisageable, etc.

Pour manifester votre intérêt pour un tel séminaire : envoyez un message avec vos coordonnées postales et téléphoniques :

par lettre adressée à

ou par courriel ayant pour sujet « Projet SEPT » à

Postface

A première vue, une SEPT apparaît comme un outil d'aide aux décisions susceptibles de déterminer le futur à long terme. Toutefois, il est évident qu'à l'échelle d'un petit territoire, les marges d'autonomie resteront toujours étroites faute de ressources naturelles totalement diversifiées. En conséquence, les décisions locales resteront largement soumises aux déterminants extérieurs.

En d'autres termes, l'étude prospective des changements d'ordre socio-économiques est une visée secondaire. La finalité essentielle d'une SEPT est de contribuer à satisfaire la condition sine qua non de tels changements, à savoir la capacité des citoyens de les penser possibles et désirables.